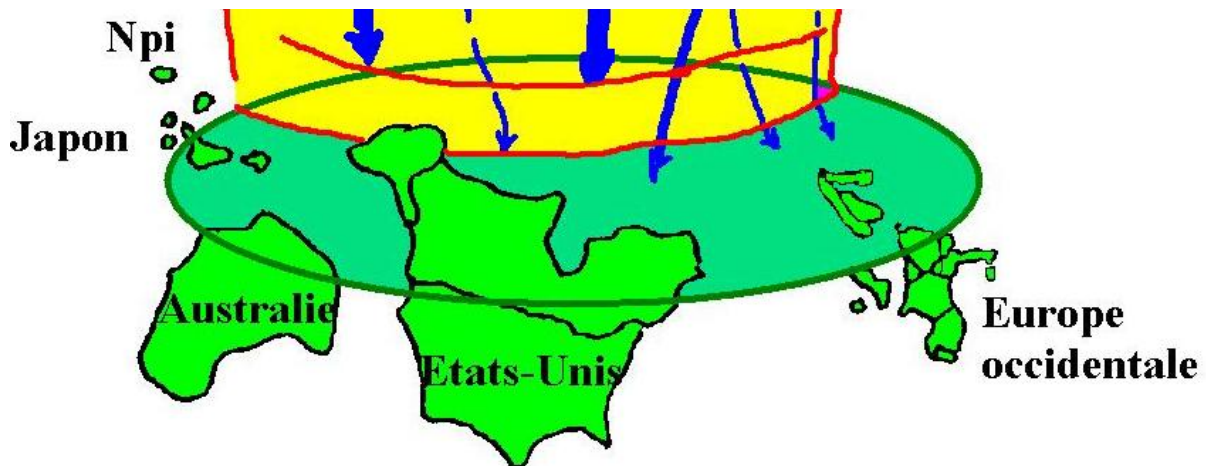




Etats-Unis, Europe occidentale, Japon, Corée du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande sont représentés comme disposant du degré le plus élevé de développement durable.



Le développement durable affirme la volonté de concilier économie, société et environnement pour les générations futures. Mais, pour qu'il y ait développement « durable », il faut d'abord qu'il y ait développement. Or, sur le plan économique, la Triade est indéniablement en tête. Etats-Unis, Europe occidentale et Japon représentent ainsi 67,5 % du Revenu National Brut et contrôlent 62 % des exportations dans le monde. Sur leurs territoires, notamment dans leurs métropoles, se localisent les sièges sociaux des principales firmes transnationales et le pouvoir de commandement. Mais il s'agit également d'Etats dont le niveau de développement économique profite à une majorité de la population, ce que mesure leur indice de développement (IDH) parmi les plus élevés de la planète. Même s'il existe des disparités importantes, au sein de ces sociétés comme entre elles, elles sont, à l'échelle de la planète, des « sociétés riches », dans lesquelles les classes moyennes sont dominantes et dans lesquelles les écarts sociaux sont atténués, comme en atteste un coefficient de Gini élevé. Elles font ainsi figure de société davantage « égalitaire », y compris d'ailleurs en ce qui concerne le rapport hommes femmes et une conception démocratique de la citoyenneté. Ces sociétés ont aussi acquis – luxe de pays riches ? – une conscience élevée de la notion d'environnement. Le niveau de développement économique et les attentes de la société obligent à prendre en compte les risques, y compris dans leur dimension technologique. La protection de l'environnement y est depuis longtemps une préoccupation et devient une valeur culturelle. Celle-ci engendre d'ailleurs une interrogation sur la « durabilité » d'un modèle de développement, issu d'un long processus historique, mais dont on sent bien qu'il a aussi ses limites ne serait-ce qu'en matière énergétique.

Le triangle de base du développement durable – économique, social, environnemental – serait donc finalement plus équilibré dans la triade qu'ailleurs dans le monde. C'est donc la triade qui disposerait du degré le plus élevé dans l'échelle du développement durable.

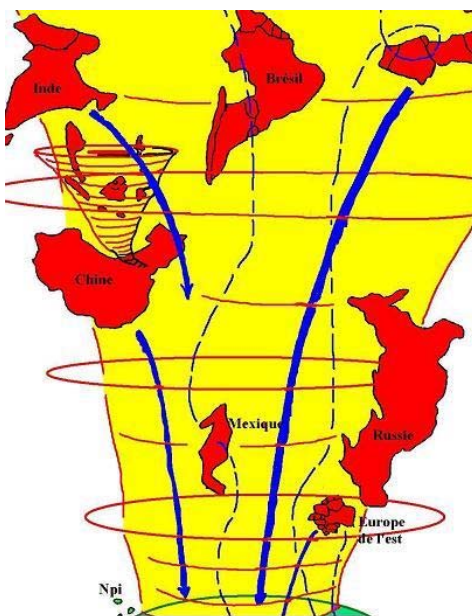
**Une performance atteinte en mettant à profit un espace mondialisé.**

Mais, cette performance ne peut être atteinte qu'en mettant à profit un espace mondialisé. Ainsi, l'essentiel des matières premières indispensables au fonctionnement économique de la Triade sont importées. Le cas du Japon, dont l'industrie est totalement dépendante de son approvisionnement extérieur, est souvent évoqué. Pour les Etats de la Triade, Etats-Unis en tête, l'enjeu énergétique est si important qu'il donne lieu à des stratégies politiques et militaires qui, depuis les années 70, ont permis de garantir un approvisionnement sûr à des tarifs relativement modérés.

De la même façon, le relatif égalitarisme social est aussi construit sur un système qui capte les énergies – humaines cette fois – dans le reste du monde. D'une part, Etats-Unis et Union Européenne, malgré des politiques restrictives depuis les années 80, n'ont jamais complètement fermé leurs frontières à l'immigration. Ils disposent ainsi d'une main-d'œuvre, clandestine ou légale, « choisie » ou non, bon marché, qui sert leur économie (que serait la Sun Belt étasunienne sans les Chicanos ?) et a aussi pour effet de décaler les nationaux vers les classes moyennes. D'autre part surtout, les firmes transnationales de la Triade délocalisent une part croissante de la fabrication vers les Etats où la main-d'œuvre fournit un travail considérable pour des coûts bien moindres. La société de consommation des « centres d'impulsion » et le pouvoir d'achat des classes moyennes qui l'accompagne sont donc à la fois construits sur cette capacité à mobiliser ailleurs une main-d'œuvre bon marché et à « rapatrier » les produits fabriqués sur les marchés nationaux grâce à des coûts de transport (donc énergétiques) considérés comme négligeables. Cette « mobilisation » d'un espace mondialisé permet en outre de se débarrasser de ses pollutions les plus visibles. Usines chimiques dangereuses et navires à désarmer sont ainsi envoyés en Inde ou au Bangladesh, où la société – a-t-elle le choix ? – est moins sensible à la protection environnementale.

Or, cet espace monde approprié n'a pas accès au développement durable. Quelle que soit la complexité des relations qui unissent les périphéries aux centres, il semble possible, du point de vue du développement durable, de les ramener à deux grands types de situations : « l'anti-développement durable » et le « non développement ».

### **Un système qui génère « l'anti-développement durable », c'est-à-dire le contraire du développement durable.**



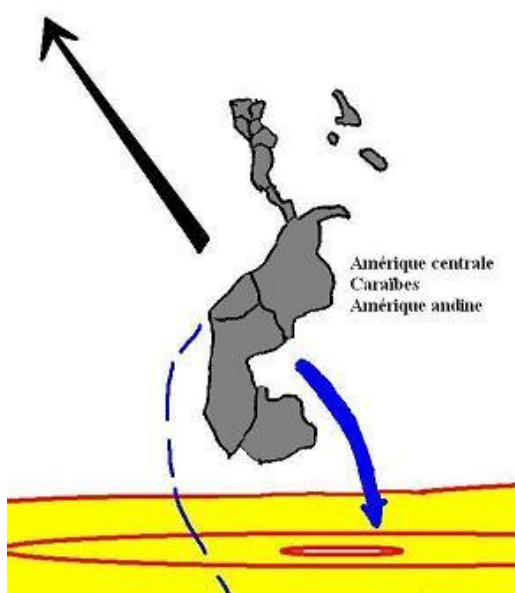
Pour bon nombre d'Etats, il s'agit en fait d'un « anti-développement durable », c'est-à-dire du contraire du développement durable. Chine, Emirats Arabes Unis, Russie, Brésil, en s'insérant dans le système économique mondial, construisent chacun à leur manière, le triangle le plus déséquilibré qui soit en matière de développement durable. L'essor économique indéniable de ces Etats y repose sur des sociétés extrêmement inégalitaires, caractérisées par un fossé entre une minorité gagnante de la mondialisation et une majorité qui fournit précisément la main-d'œuvre bon marché support de l'insertion. Ainsi, le Brésil, tout en étant considéré comme une puissance régionale et un pays émergent voit-il plus de 37 % de sa population vivre avec moins de 2 dollars par jour. À Dubaï, le luxe affiché du littoral se construit sur un appel massif à une main-d'œuvre immigrée (personnel

de service, ouvriers du bâtiment) essentiellement en provenance d'Asie du Sud et du Sud-Est, dont les conditions d'exploitation sont dénoncées par les associations de défense des droits de l'Homme comme un nouvel esclavagisme. Ces inégalités sociales se doublent de disparités spatiales à toutes les échelles entre favelas et « quartiers réservés » des métropoles brésiliennes, entre campagnes sacrifiées et essor des villes chinoises, entre centre moscovite et périphérie sibérienne délaissée... Quant à l'aspect environnemental, il est, lui aussi, bien préoccupant. Au mieux, l'exploitation des ressources non renouvelables (hydrocarbures, produits miniers) sert de support à une économie de la rente (pays du Golfe Persique, Russie) par définition non durable. Au pire, l'utilisation des ressources s'apparente davantage au pillage qu'à la mise en valeur (destruction des forêts équatoriales par exemple) et frise l'absurde lorsqu'il fait pousser une station de ski dans un centre commercial de Dubaï.

Qu'il s'étende à l'ensemble du pays ou qu'il se limite à une implantation ponctuelle, cet « anti-développement durable » constitue le principal mode d'insertion des périphéries au système monde. Les centres, dans leur besoin d'alimenter leur propre développement durable, ne laissent guère d'autres choix. Cela aboutit à des sociétés sous tensions, souvent violentes (Amérique latine par exemple), à moins qu'une dictature (Chine, Pays du Golfe), parfaitement tolérée par les puissances du centre, ne vienne « sécuriser » les investissements.

### **Un monde qui n'a pas accès au développement (durable).**

Le reste de la planète est plutôt dans une situation de « non développement ». Peut-on parler de qualitatif quand le quantitatif est absent ? L'expression de développement durable a-t-elle encore un sens pour un Etat comme Haïti, l'un des plus pauvres de la planète, où le gouvernement ne subsiste que sous assistance des forces internationales, où une grande partie de la population survit dans le dénuement le plus absolu poussant ainsi à la déforestation aiguë qui rend catastrophique le passage des cyclones ? Peut-on parler de développement durable aux Afghans en guerre depuis 1979, aux éleveurs somaliens ? Peut-on parler de durabilité, lorsque sa forme la plus élémentaire, celle de l'espérance de vie, stagne aux alentours de 50 ans comme dans certains pays d'Afrique subsaharienne ? La situation est en fait celle du non développement.



La notion de développement n'y a plus de réalité collective. Atteindre le développement se limite à des stratégies individuelles, passant, y compris au risque de sa vie, par les filières de l'émigration. Les seuls à parler (encore) de développement durable sont encore des acteurs des centres, en particulier lorsqu'ils proposent de « sanctuariser » l'environnement à leur profit. Réserves d'éléphants, de grands singes ou de grands arbres, quand il ne s'agit pas de populations « authentiques » (Masaïs ou Indiens d'Amazonie), « ushuaïa-isées » dans un propos sur le développement durable qui sert d'abord à faire de la planète un terrain d'aventure ou de contemplation pour touristes nantis.

Athènes au V<sup>e</sup> siècle av. J.C. incarnait une démocratie idéale tout en excluant de la citoyenneté la majorité de ses habitants et en pillant le trésor des autres cités grecques soumises à la ligue de Délos. De la même façon, les sociétés des centres (environ un milliard d'habitants), déjà les plus développées recherchent une amélioration qualitative de leur situation au travers du développement durable. Mais, pour construire celui-ci, elles mobilisent en leur faveur les ressources et les énergies d'un espace mondialisé qui doit se satisfaire d'un « anti-développement durable » (pour 3,5 à 4 milliards d'habitants) ou se résigner au « non développement » (1 à 1,5 milliards d'habitants).

Le concept de développement durable devient donc un critère de différenciation du Monde et fournit un point d'appui pour lire autrement l'organisation de l'espace monde. Il permet donc bien de produire un modèle du monde mondialisé.

### **Pourquoi le vortex ?**

Il reste à justifier l'abandon d'une forme cartographique conventionnelle et la représentation de ce modèle sous la forme du « vortex planétaire ».

La recherche d'une figure nouvelle vise d'abord à marquer une rupture d'appréciation quant au rôle de la Triade et au modèle du système monde. En effet, même si à l'origine le concept marxiste de centre et de périphérie se voulait dénonciateur d'une domination, il a aujourd'hui pour l'essentiel – et notamment dans la géographie scolaire- perdu cette connotation. Bien au contraire, il donne l'image de « centres d'impulsion » capables d'animer l'espace mondial et « d'intégrer » des périphéries, qui sont autant de « pays en voie de développement » ou même de « pays émergents ». Ces « centres d'impulsion » seraient implicitement, par la construction « d'aires de puissance », les moteurs du développement planétaire.

Vue sous l'angle du développement durable, cette idée est fautive. Les pôles de la Triade, loin de diffuser le développement durable, représentent au contraire une immense machine à engloutir les énergies (ressources, êtres humains, environnement). Leur niveau de développement élevé n'est atteint que parce qu'il s'appuie – à l'échelle planétaire cette fois – sur un système de développement non durable. À leur tour des pays « émergents », notamment la Chine, tout en s'appuyant sur un anti-développement durable, construisent leur propre système de drainage des énergies et accentuent le non développement d'autres régions du globe. Les centres ne sont donc pas des centres d'impulsion du développement durable, mais bien au contraire des lieux de construction de l'anti-développement durable, voire de blocage du développement.

Deuxièmement, la carte habituelle conserve les continuités spatiales. Or, la mondialisation fait « exploser » les territoires, les métriques et les continuités spatiales. Le Brésil, l'Inde, la Chine, le Maghreb, la Turquie, « flottent » probablement au même niveau de « l'anti-développement durable » et l'écart se creuse avec leurs principaux voisins géographiques. Certains espaces nationaux se disloquent littéralement, tant le fonctionnement de l'espace monde introduit des tensions et des disparités interrégionales : que l'on songe par exemple à l'écart qui sépare la Chine côtière des provinces intérieures, ou aux forces sécessionnistes qui menacent d'implosion nombre d'Etats d'Afrique subsaharienne. Au niveau des individus aussi, les métriques physiques sont rompues. Au sein d'une même société, l'homme d'affaires considère le monde comme son jardin, l'immigré navigue entre sa terre d'exil et son lieu d'origine, le touriste parcourt la planète et d'autres n'ont jamais quitté leur région. La représentation du Monde (l'espace Monde), se doit donc d'intégrer cette donnée et de faire « éclater » le monde.

La figure choisie est donc celle du vortex. Selon le Petit Robert, un vortex est un « tourbillon creux qui se produit dans un fluide en écoulement » ou un « tourbillon de courant induit par le champ magnétique ». L'image du vortex a parfois été utilisée par la bande dessinée ou la science-fiction pour figurer un tourbillon ou un « trou noir » qui engloutit ses personnages. En 1924, l'écrivain colombien José Eustasio Rivera l'utilisait dans son roman, *La Voragine* (le vortex), pour témoigner de la façon dont l'exploitation du caoutchouc amazonien engloutissait des milliers d'êtres humains. Aujourd'hui, c'est l'ensemble des sociétés de la Triade (et non plus la forêt amazonienne) qui engloutissent les énergies et les efforts de développement du reste de la planète. Le fonctionnement du Monde peut être comparé à un vaste vortex qui, certes, intègre l'ensemble du Monde dans un seul espace, mais accumule tensions, drainage des énergies et inégalités en matière de développement durable. Alors que les sociétés de la Triade se leurrent par leur propre recherche de développement durable, elles génèrent un vortex planétaire dont on peut justement penser qu'il n'est pas durable !

La géographie peut donc s'intéresser au thème du développement durable parce qu'il concerne au plus haut point les sociétés. Mais surtout, une réflexion centrée sur ce thème peut conduire à contester les modèles de représentation du monde les plus utilisés, à ne plus les regarder comme une vérité figée et à ouvrir la voie à l'élaboration de nouveaux modèles forcément engagés. En ce sens, la géographie peut et doit jouer son rôle de science sociale, en apportant sa pierre au débat citoyen.